



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
19 juillet au 2 août

Le chiffre à retenir

614 000

NOMBRE DE VEHICULES PRODUITS
MAROC 1^{ER} PRODUCTEUR
AFRICAIN EN 2024

Selon Fitch Solutions, le Maroc pourrait devenir le premier producteur automobile africain, devançant pour la première fois l'Afrique du Sud qui a historiquement dominé le secteur sur le continent. En 2024, la production de véhicules devrait ainsi atteindre 614 000 unités au Maroc, contre 591 000 unités en Afrique du Sud.

La croissance du secteur automobile illustre la stratégie de diversification de l'économie marocaine engagée par le Royaume depuis les années 2000, ayant permis l'émergence d'écosystèmes industriels tournés vers l'export et pleinement insérés dans les chaînes de valeur mondiales. Le secteur représente aujourd'hui le premier poste d'exportations du pays avec près d'un tiers de ses exportations (10,5 Md EUR en 2023) et a permis la création de 220 000 emplois qualifiés avec le développement d'un tissu industriel local (réseau d'équipementiers et de sous-traitants). Ce développement s'explique principalement par les politiques de soutien au secteur (création de zones économiques spéciales), les investissements dans les infrastructures (Tanger Med 1^{er} port à conteneurs d'Afrique et de Méditerranée), ainsi que par la proximité avec le marché européen. Ce cadre a attiré d'importants investissements étrangers, en particulier de la part d'entreprises françaises telles que les groupes Renault (avec une capacité de production de près de 400 000 véhicules sur le site de Tanger) et Stellantis (200 000 véhicules sur le site de Kénitra).

ZOOM

La Banque mondiale souligne la résilience de l'économie marocaine, avec une croissance de 3,4% en 2023, mais relève les défis en matière de productivité et de création d'emplois

En dépit d'un environnement international instable, de fortes tensions inflationnistes (6,1% en moyenne) et du séisme ayant touché les provinces du Haut-Atlas en septembre 2023, la croissance marocaine a fait preuve de résilience et s'est accélérée pour atteindre 3,4% en 2023 (après 1,3% en 2022). Cette résilience s'illustre par de **très bonnes performances à l'international** : (i) les exportations des principaux écosystèmes industriels (automobile, aéronautique) ont été dynamiques ; (ii) le secteur du tourisme a réalisé une année record avec 14,5 M de touristes et 9,7 Md EUR de recettes en devises ; (iii) les transferts financiers de la diaspora marocaine ont atteint 10,8 Md EUR (soit 8% du PIB) ; (iv) l'attractivité des IDE est également confortée avec une hausse des annonces de projets greenfields, y compris dans des secteurs à forte valeur ajoutée (20,4 Md USD de projets annoncés en 2023). Ces performances se traduisent par une réduction historique du déficit courant (0,6% du PIB) et permettent au Maroc d'avoir un accès privilégié aux marchés financiers internationaux (levée de 2,5 Md USD en mars 2023 et octroi de lignes de crédit FMI de 5 Md USD et 1,3 Md USD en 2023).

En 2024, alors que la croissance devrait ralentir à 2,9% en raison du **stress hydrique** qui pénalise fortement le secteur agricole, la dynamique d'investissement engendrée par le lancement de grands chantiers (reconstruction post-séisme, Coupe d'Afrique des Nations, Coupe du Monde 2030) pourrait stimuler le taux de croissance des activités non-agricoles, amortissant ainsi l'impact de la sécheresse sur la croissance. Le rapport met également en lumière les **fragilités du marché du travail** avec une hausse historique du taux de chômage (pic à 13,7%) et d'inactivité touchant d'abord les femmes et les jeunes. Outre les facteurs conjoncturels liés au climat, ces dynamiques s'expliquent également par la transformation structurelle de l'économie marocaine, désormais tirée par des secteurs plus capitalistiques (intensité en main d'œuvre plus faible).

Pour relever le niveau de croissance et soutenir la création d'emplois, le rapport préconise de soutenir le **développement du secteur privé national**, en particulier du tissu entrepreneurial des TPME qui fait face à plusieurs défis (concurrence de l'informel, prédominance des grands groupes, accès au financement bancaire, etc.).

Activités macroéconomiques & financières

Finances publiques : la réduction du déficit budgétaire devrait se poursuivre pour atteindre 3,6% du PIB en 2026

Dans sa dernière [note d'analyse](#), l'agence de notation Fitch soutient que la consolidation des finances publiques devrait se poursuivre à moyen-terme avec une réduction du déficit budgétaire à 3,6% du PIB en 2026 (contre 4,4% en 2023). Cette dynamique serait soutenue par une la baisse progressive du mécanisme de compensation, système de subventions sur les produits de base (gaz, blé, sucre, carburants, etc.) visant à réguler le niveau des prix et protéger le pouvoir d'achat des ménages. La sortie de ce mécanisme est accompagnée par le déploiement de nouveaux filets sociaux, en particulier le programme d'aides sociales directes (2,3 Md EUR en 2024), qui augmentera cependant la part des dépenses de prestations sociales (+1,4 point de pourcentage du PIB en moyenne d'ici 2026). Concernant les recettes, l'agence de notation anticipe un recours croissant aux « financements innovants » (2,1% du PIB en 2024-2026 contre 1,0% en 2019-2023). Ces recettes reposent sur des opérations de monétisation d'actifs immobiliers et permettent au Maroc de financer des dépenses incompressibles à court-terme, notamment liées au déploiement de réformes stratégiques (Etat social, reconstruction post-séisme, etc.).

Marché du travail : 965 000 emplois perdus en 15 ans dans le secteur agricole en raison du stress hydrique d'après Bank Al-Maghrib

Dans son [rapport annuel 2023](#), la banque centrale marocaine met l'accent sur la sensibilité du marché du travail au changement climatique, en particulier pour le secteur agricole. En effet, l'agriculture, pilier de l'économie marocaine en représentant 13% du PIB et près de 30% de la main d'œuvre, a enregistré une perte de 965 000 emplois entre 2008 et 2023. Selon Bank Al-Maghrib, la baisse de l'emploi agricole est d'abord attribuable au stress hydrique, le Maroc ayant entamé en 2024 sa sixième année de sécheresse consécutive. Le progrès technique a également accentué cette tendance avec une forte mécanisation de la production agricole sur la dernière décennie. Bien que la baisse de l'emploi agricole soit une tendance mondiale, le Maroc se distinguerait néanmoins par le fait que la réallocation de ces emplois sur le marché du travail a principalement bénéficié aux activités à faible productivité dans le secteur des services. Cela s'explique par un niveau de qualification plus faible dans le secteur agricole au Maroc, ce qui freine la reconversion de la main d'œuvre vers des secteurs plus productifs, notamment industriels.

Grands projets, environnement, industries

Coupe du Monde 2030 : l'Agence française de développement exprime son intérêt pour participer au financement avec son partenaire la Caisse de Dépôt et de Gestion

La CDG et l'AFD intensifient leur coopération pour promouvoir le développement durable et la transition climatique. Lors d'une séance de travail à Paris, Khalid Safir, directeur général de la CDG, et Rémy Rioux, directeur général de l'AFD, ont discuté des voies pour renforcer leur collaboration, notamment dans le financement de l'économie sociale et solidaire. Les échanges ont aussi porté sur l'accompagnement des grands chantiers d'infrastructures au Maroc, en particulier ceux liés à la Coupe du Monde 2030. Les responsables ont mis en avant le potentiel de cette coopération pour maximiser l'impact social et environnemental des projets communs, en s'appuyant sur une relation solide et de longue date entre les deux institutions.

Eau : le français Osmosun lance son unité de dessalement solaire d'eau saumâtre à Guelmim-Oued Noun

OSMOSUN, spécialiste du dessalement d'eau de mer et d'eau saumâtre, a installé ses premiers équipements au Maroc pour permettre d'irriguer une plantation écologique de 38 hectares dans la région de Guelmim-Oued Noun. La solution déployée, qui produira jusqu'à 140 m³ d'eau douce par jour, s'inscrit dans le cadre d'un projet d'agriculture régénératrice, porté par l'entreprise franco-marocaine Sand to Green. Cette installation est la première du genre développée au Maroc par Osmosun MA, co-entreprise créée en octobre 2023 par Osmosun avec le groupe marocain PCS.

Automobile : le groupe Stellantis annonce l'acquisition de Sopriam

Le groupe automobile Stellantis a annoncé, le 22 juillet, l'acquisition de Sopriam, filiale de la holding royale Al-Mada. L'opération permettra au groupe de gérer directement les activités d'importation et de distribution de ses marques Peugeot, Citroën et DS automobiles sur le marché marocain, en plus de ses marques déjà présentes (Fiat, Abarth, Jeep, Alfa Romeo). Stellantis entend ainsi renforcer son ancrage au Maroc et dans la région, tant sur le plan industriel (objectif de doubler la capacité de production annuelle de l'usine de Kénitra à 400 000 véhicules d'ici 2027), que commercial (objectif d'obtenir plus de 22% des parts de marché d'ici 2030).

Transports : le consortium Egis-Systra-Novec sélectionné pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage sur l'extension de la ligne à grande vitesse Kénitra-Marrakech

L'Office National des Chemins de Fer (ONCF) a annoncé, le 1^{er} août, l'attribution du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les infrastructures de l'extension de la ligne à grande vitesse (LGV) entre Kénitra et Marrakech au consortium franco-marocain composé d'Egis, de Systra et du cabinet Novec. Ce nouveau tronçon entre Kénitra et Marrakech, d'une longueur de 430 km et permettant la circulation de trains à 320 km/h, s'inscrit dans le cadre du Plan Rail Maroc 2040 et de l'organisation de la Coupe du Monde de football 2030 co-organisée par le Maroc, l'Espagne et le Portugal. A cet égard, le communiqué de presse d'Egis indique que le projet devrait être inauguré fin 2029 avant le lancement du mondial.

Défense : Airbus Helicopters ouvre une filiale au Maroc

Airbus Helicopters vient d'annoncer son implantation au Maroc avec l'objectif de créer un centre régional pour l'Afrique de l'Ouest dédié au support client. Cette division du groupe Airbus assurera le suivi des 60 hélicoptères Airbus actuellement en service auprès des Forces Royales Air, de la Marine Royale et de la Gendarmerie Royale marocaines et évoluera progressivement vers un centre de services complet pour la maintenance, la réparation et la révision (MRO) des appareils. Cette implantation s'accompagne par la création d'un centre de formation équipé de simulateurs de vol, qui aura vocation à accueillir des pilotes du monde entier, positionnant ainsi le Maroc comme hub aéronautique régional. L'industrie aéronautique est devenue en moins de 25 ans le deuxième écosystème industriel (après l'automobile) au Maroc et l'un des principaux succès de la stratégie industrielle du Royaume.

Bailleurs, Coopération

Banque africaine de développement : deux nouveaux financements accordés au Maroc pour un montant total de 240 M EUR

La BAD a approuvé un nouveau financement de 240 M EUR en appui au déploiement de grands projets en matière de logistique et de connectivité, ainsi que de résilience au changement climatique. Le premier financement de 120 M EUR appuiera le projet d'aménagement de la zone d'activités du Port de Nador West Med, qui s'inscrit dans le cadre de stratégie portuaire nationale 2030 visant à développer des infrastructures portuaires modernes et intégrées au commerce régional et international avec l'émergence de pôles logistiques de premier plan (Tanger Med s'est imposé comme le 1^{er} port à conteneurs de Méditerranée et d'Afrique). Le second financement de 120 M EUR soutient le programme d'appui au renforcement de la gouvernance et de la résilience au changement climatique, qui a pour vocation d'appuyer les grandes priorités du Royaume : (i) transition écologique et énergétique (secteur de l'eau, développement des énergies renouvelables) ; (ii) la réforme des entreprises et établissements publics ; (iii) le développement d'un cadre réglementaire propice à l'investissement privé.

Indicateurs macroéconomiques 2023

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale (7/24)	3,4 %	6,1 %	13 %	0,6 %	4,3 %	69,5 % (PIB base 2014)
FMI (4/24)	3 %	6,1 %	13 %	1,5 %	4,4 %	70,6 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib (3/24)	3 %	6,1 %	-	0,6 %	4,4 %	-
Haut-Commissariat au Plan (01/24)	2,9 %	6,1 %	13,5 (T3)	-	4,7 %	72 % (PIB base 2014)

Prévisions macroéconomiques 2024

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale	2,9 %	3,8 %	-	1,5 %	4,4 %	70 % (PIB base 2014)
FMI	3,1 %	2,2 %	12 %	2,6 %	4,3 %	69,2 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib	3,1 %	1,5 %	-	1,6 %	4 %	-
Haut-Commissariat au Plan	3,2 %	-	-	-	4,5 %	72,4 % (PIB base 2014)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : dehbia.salah@dgtresor.gouv.fr